

Feuille de route énergétique : Lecornu va signer le décret de publication « en fin de semaine prochaine »



Sébastien Lecornu en Eure-et-Loir le 30 janvier 2026 © Thomas SAMSON

Sébastien Lecornu annonce qu'il signera "en fin de semaine prochaine" le décret de publication de la très attendue feuille de route énergétique de la France sur dix ans.

L'énergie "est probablement un des dossiers les plus urgents" à traiter, ajoute le Premier ministre dans un entretien à la presse régionale.

Il justifie la prise d'un décret "en raison de l'urgence" et parce qu'il estime que "les débats ont largement eu lieu".

Attendue depuis deux ans et demi, la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), feuille de route énergétique de la France jusqu'en 2035, avait été retardée en raison de divisions politiques sur le partage entre nucléaire et énergies renouvelables.

Cette PPE s'achemine vers un ralentissement de l'éolien terrestre et du solaire parce que l'électrification de l'économie - un des leviers pour réduire les énergies fossiles - avance moins vite que prévu, selon le gouvernement.

M. Lecornu confirme que six réacteurs nucléaires EPR "seront inscrits dans la PPE et huit supplémentaires en option", conformément aux promesses du président Emmanuel Macron en 2022 à Belfort.

Le gouvernement investira aussi "dans l'éolien en mer, le photovoltaïque, la géothermie" et l'éolien terrestre. Mais cette dernière source d'énergie "est parfois source de conflit localement, la priorité sera donc donnée à la remotorisation des parcs existants avec des turbines plus puissantes pour éviter le mitage des paysages", précise M. Lecornu.

Quant au prix de l'électricité, "il n'augmentera pas en France", promet-il, grâce à une "stratégie ambitieuse d'offre".

Alors que le gouvernement envisage d'accompagner la publication de la PPE d'un "grand plan autour de l'électrification des usages" (mobilité, bâtiment, industrie), Sébastien Lecornu ajoute qu'il "faudra réfléchir à des incitations pour accélérer" cette électrification afin "d'arriver à ce que 60% de notre consommation en 2030 soit électrique".

Sur le plan militaire, le Premier ministre assure que la mise à jour (actualisation) de la loi de programmation militaire "arrivera à l'Assemblée nationale dès avril pour être adoptée avant le discours aux Armées du président de la République, le 13 juillet".

Le projet de budget 2026 prévoit 57,2 milliards d'euros pour les armées (+13%), dont 3,5 mds de "surmarche" budgétaire qui n'étaient pas prévus par la LPM actuelle. Le président avait souhaité une autre "surmarche" de 3 mds d'euros pour 2027.

are/sde/frd/